

péen s'étend à la Belgique

CONCERTATION

Une coordination entre niveaux de pouvoir

Le dossier de l'asile s'est bien évidemment invité à la table du comité de concertation. Il a été décidé d'organiser régulièrement des réunions informelles entre le gouvernement fédéral et les Régions. Objectif : assurer l'échange d'informations et mettre en place, le cas échéant, des actions communes. Charles Michel a par ailleurs précisé qu'il était favorable à une répartition équilibrée des demandeurs d'asile entre les communes. « Notre objectif reste un libre choix des communes mais si des communes sont réticentes, on pourrait envisager de passer à un plan obligatoire », a précisé le Premier ministre à l'agence Belga. Au passage, les Régions sont invitées à susciter les bonnes volontés. (V.La.)



Au parc Maximilien, le campement perdu entre les bureaux du quartier Nord ne peut plus rester ouvert très longtemps. Au total, 350 tentes s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la boue. © HATIM KAGHAT

UE La démocratie chrétienne européenne défend Orban

Viktor Orban et le PPE, un problème ? Au Parti populaire européen, ou plus précisément au groupe politique éponyme du Parlement européen, la réponse est aussi brève et nette que la question de l'éventuelle inadéquation du premier ministre hongrois à la famille démocrate-chrétienne : il n'y a pas de problème Orban !

Le Premier ministre hongrois est critiqué voire vilipendé de toutes parts, et pas seulement en Europe. Tant pour les mesures qu'il a mises en place pour bloquer les arrivées de réfugiés sur son territoire (la clôture barbelée, des lois spéciales criminalisant le passage irrégulier de la frontière...), que pour ses propos (la « menace sur l'identité chrétienne de l'Europe, « Restez en Turquie, vous êtes en sécurité là-

S'il y a une gêne au sein du groupe PPE, elle n'est pas très visible à l'extérieur

bas ! » Après ses propos d'il y a quelques mois sur la peine de mort, sur la réintroduction de laquelle il faudrait consulter les citoyens, les critiques fusent non seulement à l'adresse de Viktor Orban, dont le pays bloque toujours le projet de répartition de 120.000 réfugiés proposé par la Commission européenne ; elles tombent aussi sur le PPE, l'honorable famille démocrate-chrétienne européenne, qui abrite sans broncher le parti de Viktor Orban.

S'il y a « une gêne » au sein du groupe PPE, comme nous le déclare l'eurodéputé CDH Claude Rolin, elle n'est pas très visible à l'extérieur. Et la parole officielle du PPE défend le premier ministre hongrois, dans le cas de la crise des réfugiés, en dépit de quelques nuances dissonantes, comme le reconnaît le chef de groupe Manfred Weber (lire aussi ci-dessous). « Il n'y a aucun désaccord par rapport à ce que fait M.Orban, répond un porte-parole du groupe PPE : il fait le travail que les Grecs refusent de faire à leurs frontières. Il ne fait rien qui soit contraire aux règles de Schengen. Au contraire, il fait ce qui est demandé aux États : protéger les frontières extérieures de la zone. »

Tout au plus, reconnaît-on qu'il est « un peu expressif ». Après ses propos sur la peine de mort au printemps dernier, Viktor Orban avait d'ailleurs passé une rencontre houleuse avec le groupe PPE, où il lui avait été signifié que s'il devait défendre la peine de mort, cette famille politique n'était plus la sienne.

Aujourd'hui sur la crise des réfugiés, il ne s'est trouvé aucune voix au PPE pour critiquer sur le fond les mesures prises par Viktor Orban en Hongrie (sauf Claude Rolin, lire ci-dessous). Ici et là, on a pu entendre mezze voce quelques doutes sur la « manière » de protéger la frontière (c'est-à-dire la clôture, qui ne fait quand même pas très bon genre). Mais, que ce soit au PPE, ou même parmi les dirigeants européens, on s'est bien gardé de critiquer le dirigeant hongrois : car tout le monde sait bien que l'un des facteurs de la crise a été l'incapacité, voire le manque de volonté de la Grèce et de l'Italie à contenir et contrôler les départs des réfugiés vers le reste de l'Europe...

Reste un paradoxe, ou un non-dit. Le PPE, comme les deux autres groupes politiques

qui constituent la majorité du Parlement européen (sociaux-démocrates du S&D et libéral-centristes de l'ADLE) soutiennent officiellement la stratégie et les propositions concrètes de la Commission européenne pour gérer la crise actuelle. Dont la fameuse redistribution des réfugiés, dont Orban ne veut pas entendre parler, même si elle devait bénéficier à son pays comme le plan Juncker l'a conçu dans le mécanisme d'urgence pour les 120.000 demandeurs d'asile. Il y a donc bien un hiatus entre le PPE comme tel, et le gouvernement hongrois, sur la manière de gérer la crise. (Le S&D vit le même problème, « son » Premier ministre slovaque Robert Fico étant l'autre opposant enragé aux relocalisations obligatoires, lui qui a accepté du bout des lèvres de prendre uniquement des chrétiens...)

Mais Orban est-il en opposition avec les valeurs européennes ? « Clairement oui », juge Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors/Notre Europe. Adopter des lois qui criminalisent le passage de frontières, alors qu'on sait que ce

sont tous des réfugiés qui tentent de la passer, ou à tout le moins des demandeurs qu'il faudra examiner, c'est contraire aux valeurs, voire aux conventions internationales. Ces réfugiés ne sont pas des criminels mais des victimes et il y a parmi eux des enfants, des femmes et des

vieillards. Et il y a aussi les discours, qui sont xénophobes. Je ne dis pas qu'on en attendrait des sanctions financières, mais au moins une distanciation politique et morale. »

Et par rapport aux idéaux de la démocratie chrétienne ? Pour le directeur du think tank par-

rainé par Jacques Delors (un chrétien... socialiste), la réponse n'est pas univoque : « Le christianisme a déjà sévi dans cette région du monde, avec des vertus identitaires antisémites. On retrouve dans la mouvance d'Orban une conception ethnolinguistique du christianisme. Cela est enraciné dans une crise d'identité hongroise. Par ailleurs, cela renvoie à une crise plus large de la démocratie chrétienne, qui a été supplantée dans beaucoup de pays par des courants nationalistes identitaires. Berlusconi, dont le parti est au PPE, n'est pas un démocrate-chrétien, que je sache. »

Reste à savoir si la place du parti de Viktor Orban est en danger au PPE. Pour Yves Bertoncini, « il serait plus logique qu'il soit affilié à des partis de droite. Mais il y a une solidarité partisane de la CDU-CSU allemande, qui s'explique notamment par la très forte intégration économique de la Hongrie avec l'Allemagne. Et même si Angela Merkel incarne bien, elle, la démocratie chrétienne, tant que l'axe du Fidesz tient à Berlin, il tiendra au PPE. » ■

JUREK KUCZKIEWICZ



Viktor Orban le Premier ministre hongrois, est critiqué voire vilipendé de toutes parts, et pas seulement en Europe. © REUTERS.

ENTRETIEN

« Un problème de cohabiter avec lui »

L'eurodéputé wallon Claude Rolin (CDH), membre du groupe PPE, rejoints son président de parti Benoît Lutgen, qui a adressé une lettre au président du PPE Joseph Daul lui demandant d'exprimer sa « désapprobation » à l'égard de M. Orban.

Que pensez-vous de l'appartenance du parti de M. Orban au PPE ?

Ma position est claire : les positions prises par Orban par rapport au problème des réfugiés (mais aussi celles qu'il avait professées sur la peine de mort) sont diamétralement opposées à mes valeurs, qui sont aussi celles du CDH. C'est un problème pour moi de cohabiter dans un groupe avec un chef d'Etat qui a ce type de positions.

Quelles positions précisément visez-vous ?

Ses déclarations quant au danger de l'afflux de musulmans sur l'identité chrétienne sont contraires aux valeurs chrétiennes : c'est une absurdité totale, il devrait lire la dernière encyclique du pape François, et il comprendrait que ce n'est pas cela, l'humanisme chrétien. D'autre part, bloquer complètement avec des politiques très répressives l'arrivée de réfugiés est aberrant. Non seulement il érigé des fils de fer barbelés, mais il construit aussi des barbelés dans la tête des gens.

Il n'y a pas beaucoup d'eurodéputés PPE qui expriment leurs distances par rapport à M. Orban...

J'en connais et il y en a qui s'expriment, par exemple Alain Lamassoure. On sent qu'il y a un malaise au sein du PPE. Mais il y a aussi un problème de poids du nombre de députés. Le Fidesz a 12 députés au groupe PPE, le CDH n'en a qu'un seul !

Vous posez la question de votre appartenance au PPE ?

Moi, je fais mon travail de parlementaire sur base du programme Europe du CDH. Je continue à exprimer ma désapprobation dans un groupe qui reste passif par rapport à des positions qui sont contraires aux miennes.

ENTRETIEN

« Ce n'est pas le mouton noir »

L'Allemand Manfred Weber est le chef du groupe PPE au Parlement européen.

Y a-t-il des éléments de la politique ou des paroles de Viktor Orban qui vous posent problème ?

Je suis régulièrement en contact avec le Premier ministre. Il est important de toujours maintenir le dialogue avec lui. Viktor Orban veille à sécuriser la frontière extérieure de la Hongrie avec la Serbie, et il demande que les règles de Dublin et de Schengen soient respectées. Cette demande est légitime. On ne peut pas, d'une part, critiquer les pays qui ne remplissent pas leurs obligations en matière de contrôle des frontières, et d'autre part, blâmer la Hongrie parce qu'elle essaie de faire passer les migrants par des « check points ». Ce n'est qu'en travaillant à une solution européenne, ensemble avec la Hongrie, que nous résoudrons la crise migratoire. Bien sûr, M. Orban a une forte personnalité, et je ne suis pas toujours à l'aise avec certains des mots qu'il emploie. Je lui ai dit par exemple qu'en tant que démocrates-chrétiens, il était de notre devoir d'aider celles et ceux qui fuient leur pays pour sauver leurs vies. J'ai aussi clairement indiqué à M. Orban que nous attendions de la Hongrie qu'elle gère l'accueil des migrants avec discernement, et dans le plein respect des standards humanitaires internationaux.

Est-il en adéquation avec les valeurs du PPE ?

Le PPE est fidèle à ses valeurs d'humanisme, et au devoir d'offrir une protection aux personnes persécutées. Pour autant, nous ne pouvons accueillir toutes les personnes qui souhaitent se rendre en Europe, ni accepter un afflux massif de migrants économiques alors que les taux de chômage sont si élevés partout. Je pourrais d'ailleurs retourner la question aux socialistes européens : comment réagissent-ils aux commentaires de M. Fico, Premier ministre slovaque, sur les migrants ? Ou aux libéraux européens après les déclarations d'Andrej Babiš, vice-Premier ministre de la République tchèque, qui a dit que tous les migrants étaient des migrants économiques, et non des réfugiés ? Dans chaque famille, il existe des personnalités et des caractères divers. M. Orban n'est pas le mouton noir de l'Europe. Il essaye de jouer son rôle de Premier ministre hongrois.



J.KZ

Offres irrésistibles !



SAMSUNG

Maintenant dans votre magasin @Mobistar !

100€ cashback inclus

Promotion valable jusqu'au 30/09/2015 inclus pour un nouvel abonnement de 24 mois avec domiciliation bancaire. Les prix de 99€ pour un Samsung Galaxy S6 32 GB ou de 199€ pour un Samsung Galaxy S6 edge 32 GB sont valables avec un abonnement Panthere 55 smartphone et après déduction du cashback de 100€. Cette promotion n'est pas combinable avec d'autres promotions de Mobistar, à l'exception de la promotion Internet Everywhere. Plus d'infos sur les achats cashback sur www.mobistar.be/cashback. Le prix du gsm est mentionné au prix de vente recommandé, prime de recyclage de 0,05€, Auvibel et Bebat inclus. Illustrations non contractuelles. Mobistar ne dispose que d'un stock limité. En cas de rupture de stock Mobistar ne pourra pas fournir ou faire fournir ce produit par une autre entreprise à ce prix. En cas de fraude ou d'abus dans le cadre de l'action par un ou plusieurs clients, Mobistar se réserve le droit de mettre un terme à cette action.

